

Résumé de la conférence donnée par

**M. Daniel Brélaz**  
syndic de Lausanne

le vendredi 15 novembre 2002 à 20h30  
Aula du Lycée-collège de la Planta, Sion

## **L'eau : bien privé, bien public**

Dans le cadre de la construction européenne d'une part, aussi bien qu'au niveau mondial (OMC), le dossier de la libéralisation du marché de l'eau a, à de nombreuses reprises, été évoqué. Dans un domaine très différent, ont également été évoquées toutes les taxes sur l'eau, en particulier celles perçues sur les équipements hydroélectriques. Le but de cette conférence est de faire un peu le point sur ce qui se passe ici ou là en Europe, notamment dans le domaine de la valeur de l'eau. Si, en Suisse, la valeur de l'eau est comptabilisée de manière relativement haute dans les ouvrages hydroélectriques et, à l'inverse, qu'elle est comptabilisée relativement bas dans les ouvrages électriques des autres pays européens, la situation est par divers côtés assez différente en matière de marché de l'eau de consommation. À de multiples reprises les grands groupes européens ont tout d'abord essayé d'acheter des réseaux publics avec un certain nombre de scandales à la clé, comme l'a montré le cas de la France et plus particulièrement le célèbre cas de Grenoble, qui est encore présent dans les mémoires. À l'inverse, les multinationales de l'eau ont également cherché les stratégies les plus diverses. Fermage pour exploiter les outils mis en place par les collectivités publiques, achat des réseaux, achat des fournisseurs de services, changement des normes suivant leurs intérêts commerciaux du moment, etc.

Dans les pays moins développés, de grands projets d'équipement existent également à partir de la Banque mondiale, souvent avec l'aide du bureau d'ingénieurs et des grands investisseurs privés que nous avons déjà évoqués. À de multiples reprises, il a été question autour de la Commission européenne, voire parfois de l'OMC, de la création d'un marché de l'eau au sens classique du terme. Chacun a le droit de développer un réseau et d'essayer de le rentabiliser. Si des grands groupes veulent acheminer l'eau sur plusieurs centaines de kilomètres et la vendre à l'autre bout, voire l'acheminer par super tanker, ils peuvent le faire. Des versions plus récentes visent à satisfaire les délires obsessionnels cherchant à sortir tout bien de la gestion des collectivités publiques, cela a conduit à évoquer la possibilité du fermage obligatoire de l'eau.

À l'époque où le problème de l'eau va devenir de plus en plus un grave problème planétaire, les ressources hydriques étant insuffisantes ou gravement polluées dans de très nombreux lieux de la planète, la situation de la Suisse, château d'eau de l'Europe, peut être mise en cause de diverses façons. D'abord comme fournisseur de prestations avec éventuellement des interventions de divers grands groupes d'intérêts, également comme pays solidaire des difficultés voisines ou dans un domaine tout à fait différent comme groupe de collectivités publiques pouvant être l'objet de l'attention la plus soutenue de la part de divers rapaces européens. Peu de temps avant la votation sur la LME, le Conseiller fédéral Couchepin avait commencé à faire contacter divers services des eaux de notre pays dans le but d'envisager les modalités d'une future libéralisation du marché de l'eau. Aujourd'hui, il n'est pas possible de dire si oui ou non, ces dossiers sont encore d'actualité.

Daniel BRELAZ  
syndic de Lausanne